



RÉUNION du Comité d'Etablissement DO Ile de France

CE du 18 Mai 2017

Les représentants de la CGT :

Elus Titulaires :

Mr DEBAR Philippe
Mr PALAU Jean Marc
Maîtrise : Mme BENAIZE Véronique

Elus Suppléants :

Mme PADONOU-LOKO Emmanuelle
Mme SAUSSEY Anne
Maîtrise : Mr SALAUN Alain

Représentant Syndical CGT :

Mr Abd-el-kader BENNOUI

Principaux points à l'ordre du jour :

- Consultation sur le projet de regroupement des unités d'intervention OF, EF et IDF Sud en vue d'une création de l'UI Porte de Paris
- Consultation sur le projet de fermeture du site d'Ivry sur Seine du SCO
- Information consultation sur les projets de fermeture des boutiques de Rivoli, d'Amsterdam, de Daumesnil et de Bourg La Reine sur l'AD IDFC.
- Consultation sur les projets de fermeture des boutiques de Val d'Yerres, de Saint Maur, d'Evry sur l'ADPP
- Consultation sur les projets Mégastore des boutiques de Créteil et Carré Sénart sur l'ADPP
- Information consultation sur les projets de relocalisation des boutiques de Coulommiers et de Montesson sur l'ADPP.

Déclaration préalable de la CGT (extraits)

La CGT qui a œuvré à faire barrage à l'extrême droite, se félicite que le front national n'accède pas à la Présidence de la République. Malgré tout, le score réalisé par le FN est trop élevé. Il est surtout à la hauteur de la désespérance sociale, elle-même la conséquence des renoncements successifs des différents gouvernements à œuvrer véritablement pour la justice sociale.

Combattre les idées d'extrêmes droites du FN, c'est avant tout rompre avec les politiques libérales. C'est dans cette optique que la CGT œuvrera, par la mobilisation sociale, pour imposer d'autres choix, agir pour le progrès social et un monde de paix.

A moins d'un mois du 3ème tour (les législatives), Le nouveau président Macron (élu par défaut par une grande partie des électeurs) annonce vouloir légiférer par ordonnances sur la loi travail en faisant fi du message clair exprimé par les français : Rejet de son programme ultra libéral et une aspiration à une alternative sociale forte : seulement 16 % ont voté par adhésion à son programme.

Si l'on additionne les 12 millions d'abstentionnistes plus les 4 millions de bulletins blancs et nuls, on arrive à un total de 16 millions d'électeurs qui n'ont voté pour aucun des deux candidats au second tour. Soit près de 34 % du total. C'est un peu moins que le score d'Emmanuel Macron (43,63 %), mais largement plus que celui de Marine Le Pen (22,38 %). Les « NI-NI » pèsent 1/3 des inscrits sur les listes.

Ajoutez-y 10 millions de français qui ont voté contre Le Pen au travers du bulletin de Macron, cela fait 26 millions de Français qui ne voulaient Ni de Le Pen ni de Macron.

Le programme de Macron a-t-il réellement une légitimité?

NAO Salaire 2017 :

Les résultats 2016 en hausse sont le fruit du travail de l'ensemble des salariés de l'entreprise. Les chiffres du 1er trimestre 2017 confirment les bonnes performances du groupe. L'entreprise n'a pas pris en compte les attentes des salariés en termes de redistribution de ces richesses créées.

Pourtant, les personnels pâtissent à la fois de suppressions massives d'emplois (3 890 sur 1 an), d'une baisse de 10 % du budget participation-intéressement, d'un accord salarial 2017 largement insuffisant avec seulement 1,1 % d'augmentation salariale collective pendant que les dividendes des actionnaires augmentent de 8 %.





Dans le même temps, l'entreprise a réalisé 3,2 milliards d'€ de bénéfices, a perçu 400 millions d'€ de CICE depuis 2013, a augmenté les dividendes des actionnaires de 8 % et versera un bonus substantiel aux seuls cadres dirigeants.

Tous ces éléments mis bout à bout sont vécus comme une injustice par les salariés, avec le mot « mépris » qui revient en permanence. Pour la CGT FAPT cette situation est intolérable d'autant plus que l'entreprise dispose des moyens nécessaires pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés.

La direction doit répondre aux attentes et mécontentements du personnel.

La CGT FAPT a écrit à Mr Stéphane Richard et demande le versement immédiat d'une prime pour tous de 1 500 € intégrant la « prime monde » et compensant la baisse de l'intéressement / participation, ainsi que la réouverture rapide des négociations salariales 2017.

Pour finir, la direction l'AD IDF Centre communique auprès des salariés en expliquant qu'elle ne peut continuer son travail d'accompagnement des salariés impactés par les fermetures au prétexte qu'une expertise CHSCT sur le plan schéma directeur (PSD) est en cours. La CGT s'étonne que cette même direction viennent en CE communiquer sur ces mêmes boutiques impactées par ce même PSD.

La CGT interpelle Mr Blanchet (DO) pour faire cesser immédiatement une campagne de communication qui ne vise qu'à déstabiliser les élu-es et mandaté-es CGT.

La direction devrait plutôt s'assurer que l'expertise se passe dans les meilleures conditions ; et ainsi peut-être permettre aux salariés de se faire une réelle opinion sur le bien-fondé de sa stratégie.

Consultation sur le projet de regroupement des unités d'intervention Ouest Francilien, Est Francilien et IDF Sud en vue d'une création de l'UI Porte de Paris

Après 5 mois de séances de CE, la direction a acté la mort des UI actuelles en vue de créer l'UI Porte de Paris.

Ce n'est pas pour autant que les élus de toutes les délégations ont obtenus des réponses à la totalité des questions posées. La réponse du chef de projet à celle posée par les salariés et la CGT sur un plan radial intra UI n'est pas admissible. Elle renvoie en effet à la création de l'UI PP pour une éventuelle réflexion sur le sujet.

Ce n'est pas pour autant que ce projet améliore la charge de travail des salariés qu'elle soit mentale, qualitative et/ou quantitative. La preuve en est le nombre de salariés impactés : au nombre de 924 au départ du projet, ils ne sont plus que 914 au mois d'avril. A ces 914, il faut ôter 91 TPS Temps Libéré et Mécénat et 68 TPS qui comptent pour 34 salariés. Ce qui nous fait un total de 789 et non plus 914. Effectif qui ne fera que fondre au gré des départs en retraite et/ou dans un dispositif TPS dans les mois à venir. Et il ne faut pas compter sur les recrutements externes ou la mobilité interne pour améliorer une situation qui va se dégrader crescendo.

Les services soit disant non impactés le seront d'office de par les nouvelles organisations de travail.

Pour la CGT, ce projet sera un véritable laboratoire expérimental pour le devenir du technique à Orange. Rien n'est abouti. Tout doit se construire.

Sans vouloir dramatiser ou jouer les oiseaux de mauvais augures, nous pensons que les conséquences de ce projet se feront ressentir dans l'après.

La direction, malgré le flou entourant ce projet et dénoncé par la CGT, a demandé l'avis des élus. Pour la délégation CGT, il y a trop de zones d'ombres sur un tel projet. Elle a donc refusé de se prononcer.

L'avis est négatif. Contre : 7 SUD, 5 FO COM, 4 CFTD, 2 CFE/CGC

Ne Prend Pas Part au Vote : 3 CGT.



Information Consultation sur le projet de fermeture du site d'Ivry sur Seine du SCO

Le projet de fermeture du site d'Ivry est à l'étude en CE depuis Janvier dernier. Après plusieurs mois de débat et négociations difficiles au niveau local, les élus CE ont rendu un avis négatif à l'unanimité. Même si c'est insuffisant, Mr Kergall, directeur du SCO, a cédé sur bon nombre de revendications (prime plus importante, choix du site, ...) pour faire passer la fermeture et ce sous la pression d'une forte mobilisation des salariés et des élus CGT. La direction démontre une nouvelle fois qu'elle n'écoute réellement les salariés que lorsqu'ils se mobilisent.

Pour le parking de Philippe Auguste un allongement de temps de trajet de 10 minutes est à prévoir. La direction a refusé de prendre en compte ce délai supplémentaire. Qui sera pénalisé ? Les salariés qui devront faire un effort une fois de plus. C'est une double peine avec la mobilité forcée.

La CGT a fait part de ses inquiétudes quant au bon déroulement de ce déménagement et particulièrement en termes de risques psychosociaux. Prévu à partir de Septembre 2017, il se déroulera en effet dans la même période que les formations pour les nouveaux arrivants (contrats pro et apprentis).

Les élus CGT continueront à batailler pour que toutes les attentes des salariés soient prises en compte. Ils resteront particulièrement vigilants et attentifs.



Avis négatif à l'unanimité avec 21 voix contre

Information consultation sur les projets de fermetures des boutiques de Rivoli, d'Amsterdam, de Daumesnil et de Bourg La Reine sur l'AD IDFC.

La CGT s'oppose à toute fermeture sachant que d'autres choix sont possibles. Mais la logique de ce plan schéma directeur (PSD) devient aberrante pour ne pas dire suicidaire lorsque la direction décide de sacrifier Amsterdam et Rivoli, 2 boutiques phares et de proximité. Les 3 fermetures de l'année dernière (Grands boulevards, Madeleine et Haussmann) n'ont pas suffi à faire décoller la boutique Opéra, dont les résultats restent un flop.

Combien de boutiques faudra-t-il sacrifier pour y arriver ? Mais surtout quel en sera le prix humain ?

Au lieu de se donner le temps de la réflexion nécessaire à l'élaboration d'une stratégie fiable, la direction accélère les fermetures. Cela suffit ! derrière ces « dossiers » traités à la chaîne il y a des salarié-es !!!

La direction déforme la réalité :

- Opéra avec plus de 150 salariés serait la 1ère boutique. Cela cache que cette boutique forme un secteur entier à elle seule et que de ce fait ses résultats sont à comparer aux autres secteurs et non aux autres boutiques. Cela cache aussi que la moyenne PVC des vendeurs avec 150€ est dramatiquement basse.

- Si le flux a augmenté à Rivoli, ce serait parce que 2 boutiques de la GDT ont fermées. Cela cache l'afflux des clients SFR, opérateur en pleine hémorragie.
- Le taux de transformation est plus élevé à Opéra que dans les autres boutiques (sauf à Rivoli). Cela cache qu'une PVC basse laisse plus de temps pour s'occuper des clients et que dans les autres boutiques les effectifs sont plus qu'insuffisants. Question subsidiaire : si la Rivoli atteint un taux de transformation supérieur à Opéra, pourquoi ne pas en faire un Mégastore ?
- Les conditions de travail dans les Mégastores et Smart Stores seraient excellentes. Cela cache que l'espace de vie est totalement sacrifié à la surface de vente. La boutique Opéra en est la triste illustration avec un espace de vie semblable à une cage à poules.

Le maillage, conçu pour concentrer les flux vers les Mégastores, a des mailles de plus en plus grosses.

- Daumesnil : fermeture pour rediriger le flux vers le Mégastore Bastille
- Bourg-la-Reine : seulement 1% redirigé vers Opéra

- Rivoli : fermeture en dépit de ses excellent résultats pour rediriger le flux vers Opéra,.
- Amsterdam : fermeture pour rediriger le flux vers Opéra. La direction fuit la proximité d'une grande gare parisienne qui vient d'achever son Centre Commercial. Cela la rend d'autant plus attractive que 80% de sa clientèle relève de Paris intra-muros. A l'heure où tout le monde veut une enseigne à St Lazare, Orange s'en va !!!

Le Concept Store Opéra est à ce point devenu une obsession de la direction que son nom claque comme un coup de fouet pour les salariés de toutes les boutiques (Opéra compris).

Sous l'insistance de la CGT, la DO IDF a accepté de faire un bilan d'Opéra.

Et cerise sur le gâteau, la direction ose annoncer que tous les congés d'été ont été acceptés sans encombre. Elle parle pour elle. Elle oublie de dire qu'elle n'a fait

aucun effort. Ce sont les salariés qui ont assumés entre eux toutes les contraintes liées. Elle n'est pas belle la vie ?!!

La CGT dénonce une campagne de déstabilisation animée par la ligne managériale (manipulée en ce sens) qui affirme que c'est la CGT qui bloque l'accompagnement des salariés suite à l'expertise CHSCT sur le PSD en cours. D'ailleurs, de toute mauvaise foi, la direction ment lorsqu'elle dit ne pas avoir eu d'autorisation ECRITE pour poursuivre son travail. Les PV de CHSCT en attestent.

Mais depuis quand la relation CHSCT-direction doit-elle être contractualisée ? Décidément, c'est un dialogue social de haute qualité que prône Orange...

A la demande des élus CGT au CHSCT, la direction accepte de faire un démenti et de rétablir la vérité afin de faire cesser immédiatement cette campagne diffamante, discriminatoire et scandaleuse

Consultation sur les projets de fermeture des boutiques de Val d'Yerres, de Saint Maur et d'Evry et d'ouverture des Mégastore de Créteil et de Carré Sénart ainsi que les relocalisations de Coulommiers et Montesson sur l'ADPP

Sur les concepts Mégastore et Smart Store, la CGT sera très vigilante quant à l'agencement du Back- Office (plus de 100 m²) et particulièrement à celui de l'espace de vie.

Les deux ouvertures de Mégastores sont : Créteil et Carré-Sénart.

- Pour Créteil la direction nourrit de grosses ambitions. Elle estime que les nouveaux territoires devraient optimiser la courbe de « prévisions » qui jusqu'à présent, étaient en deça des « projections » (sic !)
- Carré-Sénart. Ce sera une « belle boutique » qui s'implante dans un « beau Centre Commercial ». Quand on sait que la climatisation sera gérée par le Centre Commercial, en sera-t-il de même pour les « beaux » salariés ?

Beaucoup de choses ont été dites sur les fermetures de boutiques. La direction n'en a cure. Elle poursuit sa stratégie mortifère et ferme les trois boutiques suivantes :

- **Evry** : le métier n'est plus attractif, de moins en moins de PVC, et le passage en bande D difficile (à qui la faute !!!!!). Dans cette boutique il y a donc plus de départ hors AD que dans les autres, et la direction ne les bloque pas...

- **St Maur** : Les conditions de travail se dégradent. Cela entraîne une souffrance des salariés et des problèmes de management qui persistent. Serait-ce une stratégie de la direction afin d'amener les vendeurs à souhaiter cette fermeture et à l'attendre impatiemment ?
- **Val d'Yerres** : une « petite boutique » sacrifiée au profit de Carré-Sénart.

Relocalisation des boutiques de Coulommiers et Montesson, La CGT est favorable aux relocalisations (boutiques existantes pérennisées au nouveau concept). Cette évolution a l'avantage de ne pas chercher à vampiriser les boutiques alentours.

Au global, les 2 AD IDF suivent un projet national axé sur une stratégie comptable de fermetures massives sous couvert d'un « nouveau maillage » justifié par des redirections virtuelles et invérifiables (projections/prévisions) des flux commerciaux.

Pourquoi le quart Nord-Est de l'Île de France et de Paris intra-muros ne font-ils l'objet d'aucun projet d'ouverture de Smart Store ? Pourquoi désertifier les quartiers populaires ? Quelle stratégie commerciale peut sous-tendre de tels choix ?

Que de zèle dans l'absence de réponses de la direction !



**Pour recevoir par mail les infos de la CGT
adressez vous au syndicat départemental
de votre lieu de travail ou à :
urif.cgt.fapt@orange.fr**

**CR réalisé le
14 Juin 2017**